

-----  
*Union-Discipline-Travail*

**DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 75<sup>E</sup> SESSION  
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

-----  
**THÈME :**

**« L'avenir que nous voulons, l'ONU qu'il nous faut :  
réaffirmons notre attachement collectif au multilatéralisme  
- Faisons face à la COVID-19 par une action multilatérale  
efficace »**

-----  
DÉCLARATION DE SON EXCELLENCE MONSIEUR  
ALASSANE OUATTARA  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

ABIDJAN, LE 24 SEPTEMBRE 2020

- Excellence Monsieur Volkan Bozkir, Président de la 75<sup>e</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies ;
- Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
- Excellence Monsieur Antonio Guterres, Secrétaire général des Nations Unies ;
- Mesdames et Messieurs ;
- Honorables Délégués ;

Monsieur le Président,

Je voudrais, à l'entame de mon propos, vous féliciter pour votre brillante élection à la Présidence de la 75<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et rendre un vibrant hommage à votre prédécesseur, le Professeur Tijjani Muhammad-Bande du Nigeria, pour avoir su adapter le fonctionnement de l'Assemblée générale aux contraintes liées à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).

Cet hommage va également à l'endroit du Secrétaire général des Nations Unies, Monsieur Antonio Guterres, pour son plaidoyer inlassable en faveur d'un soutien plus affirmé aux pays en développement, face à cette crise sanitaire sans précédent. La forme inédite de cette 75<sup>e</sup> session de notre Assemblée générale nous interpelle sur la gravité de la situation que le monde traverse, et sur la nécessité de tout mettre en œuvre pour que notre Organisation continue à remplir ses missions au service de l'humanité.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Depuis plusieurs mois, la COVID-19 bouleverse la vie de nos Etats et plonge le monde dans une crise socioéconomique de grande ampleur, la plus grave depuis le début du 21<sup>e</sup> siècle. En dépit des progrès importants réalisés dans les domaines de la santé et de la recherche scientifique, nous semblons impuissants à stopper la propagation du virus ou à atténuer son impact. Le nombre de décès causés par la pandémie est en constante hausse, l'économie mondiale est quasiment à l'arrêt et les pays vivent désormais retranchés derrière leurs frontières. Le quotidien des populations est totalement bouleversé, avec des conséquences dramatiques pour les couches les plus fragiles.

Dans ces conditions, la pandémie pourrait effacer plus d'une décennie de croissance économique et de progrès sociaux réalisés par le continent africain qui fait preuve, de l'avis de tous, d'une extraordinaire résilience. Cette bonne évolution est due, notamment, à la capacité d'anticipation des Gouvernements et à l'adoption de plans de riposte courageux, en dépit de ressources limitées.

Pour faire face à cette pandémie, mon pays, la Côte d'Ivoire, a adopté un Plan de Riposte Sanitaire d'environ 171 millions de dollars US et un Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire de 3 milliards de dollars US, destiné à soutenir le secteur privé et les ménages à revenus modestes. Au total, cet effort massif sans précédent, qui représente 5% du PIB de mon pays, a permis d'obtenir des résultats impressionnants dans la lutte contre la COVID-19. Ces résultats figurent, d'ailleurs, parmi les meilleurs du continent africain, grâce, notamment, à un corps médical compétent et dévoué.

C'est le lieu de saluer la solidarité internationale dont a bénéficié la Côte d'Ivoire pour la mise en œuvre de ces programmes et de remercier tous les pays amis ainsi que les partenaires au développement qui nous ont apporté appui et assistance à travers diverses contributions financières, techniques et matérielles.

Ces excellents résultats sont également le fruit d'importantes réformes et investissements dans le domaine de la santé. En effet, nous avons, au cours de la période 2018-2020, investi environ 1 milliard 500 millions de dollars US dans le secteur de la santé pour accompagner la mise en place de la Couverture Maladie Universelle. Nous entendons poursuivre cette trajectoire vertueuse en matière de gouvernance sanitaire, sur la période 2021-2025, avec un investissement d'environ 3 milliards de dollars US.

Toutefois, face à cet ennemi commun qu'est la Covid-19, le monde a affiché un front désuni qui perdure et retarde l'émergence d'une solution collective et efficace. Dans la panique suscitée par la COVID-19, nous avons délaissé les cadres et instruments qui nous auraient permis d'exprimer davantage de solidarité, de mobiliser les ressources nécessaires au financement des plans de riposte sanitaire, économique et humanitaire nationaux. En ce qui concerne l'Afrique et plus particulièrement mon pays, le soutien multiforme apporté par certains de nos principaux partenaires au développement est important, mais il s'avère insuffisant et sans commune mesure avec les montants dégagés individuellement par les grandes économies, ou collectivement par certaines communautés régionales au profit de leurs membres.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Face à la progression de la COVID-19, les pays en développement, notamment les pays africains, subissent plus durement les effets économiques et sociaux de l'absence d'initiatives de portée mondiale en faveur de leurs économies. Dans ce contexte, en ma qualité de Champion de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, je me réjouis de l'initiative du G20 d'accorder un moratoire sur le service de la dette publique bilatérale au profit de plusieurs pays africains. J'appelle l'ensemble des partenaires du continent à prendre des mesures plus courageuses, destinées à soulager nos économies durement affectées par les effets de la COVID-19. Les besoins financiers de l'Afrique sont évalués à 100 milliards de dollars US par an sur trois (3) ans, soit au total 300 milliards de dollars US. En

outre, les pays devraient disposer de marges de manœuvre budgétaires afin de leur permettre de poursuivre les investissements sociaux nécessaires et tenir compte des besoins en matière de sécurité, notamment dans les pays confrontés au terrorisme.

Le monde doit, enfin, entendre l'appel des Africains à l'annulation de la dette publique de leurs pays. Mon pays soutient les démarches de l'Union Africaine visant à renégocier, de manière collective, la dette du continent avec les créanciers, et à obtenir une extension du moratoire sur la dette, évoqué plus haut. Mais, il faut aller plus loin et agir sans plus tarder. Les pays africains ont besoin de solutions pérennes, notamment de liquidités et d'investissements, afin de résister au choc inédit subi par nos populations et de poursuivre le processus de développement du continent. Parmi ces solutions, je recommande le recours aux Droits de tirage spéciaux du Fonds Monétaire International ; un mécanisme qui a déjà fait preuve d'efficacité lors de la crise financière mondiale de 2008-2009.

La lutte contre la COVID-19 ne doit pas faire oublier les autres maladies telles que le Paludisme et le SIDA, qui font davantage de victimes dans les pays africains. Elle ne doit surtout pas réduire, à néant, les efforts en matière de lutte contre la pauvreté. Dans ce domaine, mon pays a engagé des réformes vigoureuses qui ont permis de faire reculer la pauvreté de 15,6 points de pourcentage en huit ans.

L'Étude régionale sur la pauvreté de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de la Banque Mondiale confirme, en effet, que la Côte d'Ivoire est passée d'un taux de pauvreté de 55,01% en 2011 à 39,4% en 2018. Ce sont donc environ 1,6 millions d'Ivoiriennes et d'Ivoiriens qui ont été sortis de la pauvreté pendant cette période.

De même, toujours selon les statistiques récentes de la Banque Mondiale, le Produit Intérieur Brut (PIB) par tête d'habitant de la Côte d'Ivoire a plus que doublé, passant ainsi de 1120 dollars US en 2011 à 2290 dollars US en 2019, faisant de la Côte d'Ivoire le pays avec le plus fort revenu par tête d'habitant dans la sous-région ouest-africaine.

Ces performances, la Côte d'Ivoire les doit à une économie dynamique portée par une gouvernance rigoureuse, qui nous a permis, au cours des neuf (9) dernières années, de réaliser un taux de croissance moyen de 8% par an. Le taux de croissance de l'économie est estimé à environ 1,8% en 2020 et sera d'environ 7,9% en 2021. En dépit du contexte particulièrement difficile lié à la COVID-19, nous continuons la mise en œuvre des programmes à impacts sociaux, tels que le Programme Social du Gouvernement qui nous permettra de réduire davantage le taux de pauvreté.

C'est ainsi que nous avons, grâce aux programmes d'électrification, d'adduction en eau potable et d'amélioration de l'offre en matière d'éducation et de santé, permis à des millions de nos concitoyens de bénéficier de l'électricité et de l'eau potable, et d'avoir à proximité de leurs lieux de vie, des écoles et des centres de santé.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

La pandémie de COVID-19 nous rappelle combien le monde a besoin des Nations Unies pour agir, ensemble, dans l'intérêt commun. Nous devons remettre notre Organisation commune au centre de la riposte collective contre cette pandémie. Ainsi, au niveau sanitaire, il s'agira de garantir l'accès de tous à un vaccin dès qu'il sera disponible.

Au niveau économique, l'assistance financière en faveur des pays en développement devra être accrue et mieux coordonnée.

La COVID-19 dessine les menaces auxquelles notre monde est appelé à faire face au cours des prochaines années, et qui doivent nous amener à renforcer les moyens d'action des Nations Unies, et son partenariat avec les Organisations régionales. Aucun pays ne pourra relever tout seul ces nouveaux défis, en raison de leur caractère global et de leurs conséquences néfastes sur les populations et les économies.

Hélas, de nos jours, l'on constate que l'efficacité des Nations Unies et des mécanismes de coopération multilatérale, où se forment les solutions consensuelles aux défis globaux, est constamment mise à rude épreuve, en raison d'initiatives unilatérales nourries par des rivalités stratégiques et des leaderships concurrents.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

L'Organisation des Nations Unies célèbre cette année ses soixante-quinze (75) ans. Je demeure convaincu que nous devons soutenir et redynamiser le multilatéralisme, seul capable de garantir durablement la paix et la stabilité internationales. Les défis liés au réchauffement climatique, à la pauvreté, au terrorisme et à la persistance de la menace nucléaire et des conflits armés, entre autres, légitiment davantage cette nouvelle ambition multilatérale à laquelle mon pays souscrit. C'est le sens de notre adhésion à l'Accord de Paris sur le climat et des initiatives prises au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies lors de notre mandat qui s'est achevé en 2019. C'est également la motivation de notre participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, et de notre engagement dans la recherche de solutions pacifiques aux différends dans notre région.

Afin de donner à notre Organisation commune une plus grande légitimité et crédibilité, il est urgent de mener, à terme, la réforme du Conseil de sécurité. Il est nécessaire de forger le consensus le plus large autour de la question de l'entrée, pleine et effective, de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations Unies de manière permanente. Il est temps que l'Afrique prenne, enfin, toute sa place au sein de cet Organe important.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Le peuple ivoirien va élire le 31 octobre 2020, son prochain Président de la République. En dépit de la crise sanitaire liée à la COVID-19, toutes les dispositions sont prises pour que cette élection soit apaisée et transparente, à l'image de celle de 2015. Je me réjouis de la participation effective de toutes les parties prenantes à ce processus et voudrais exprimer ma profonde gratitude à tous les partenaires, notamment les Nations Unies, la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union Africaine, engagés aux côtés de la Côte d'Ivoire pour la réussite de cette consultation électorale.

Cette élection intervient dans un environnement démocratique, consolidé par d'importantes réformes sociopolitiques et par des progrès économiques et humains indéniables qui font de mon pays, une nation prospère et l'une des économies les plus performantes au monde.

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Pour terminer, je voudrais réitérer le plein soutien de la Côte d'Ivoire à l'Organisation des Nations Unies, qui doit demeurer le cadre privilégié pour apporter des réponses pérennes aux défis majeurs de notre temps.

Je souhaite plein succès aux Nations Unies et joyeux 75<sup>e</sup> anniversaire.

Je vous remercie.